

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'enseignement supérieur, de
la recherche et de l'innovation

Décret n° du

**Modifiant le décret n° 83-1260 du 30 décembre 1983 fixant les dispositions statutaires communes
aux corps de fonctionnaires des établissements publics scientifiques et technologiques**

NOR :

Publics concernés : *directeurs de recherche*

Objet : *modification du décret fixant les dispositions statutaires communes aux corps de fonctionnaires des établissements publics scientifiques et technologiques précisant les conditions dans lesquelles le titre de directeur de recherche émérite est conféré aux directeurs de recherche admis à la retraite, la durée de l'éméritat et les droits attachés à ce titre.*

Entrée en vigueur : *le décret entre en vigueur le lendemain de sa publication,*

Notice : *Ce décret est pris en application des nouvelles dispositions qui ont modifié l'article L. 422-2 du code de la recherche : «L'éméritat est le titre qui permet à un directeur de recherche admis à la retraite de continuer à apporter un concours aux missions prévues à l'article L. 411-1. L'exercice de ce concours intervient à titre accessoire et gracieux. Les directeurs de recherche émérites ne peuvent être électeurs et éligibles aux élections des conseils et instances des établissements et ne peuvent être soumis à aucun lien de subordination, ni assumer aucune fonction de direction, ni disposer d'aucune autorité ni délégation de gestion sur les moyens humains, matériels et financiers de l'établissement. Les conditions de la présence du directeur de recherche émérite au sein de l'établissement sont fixées dans une convention de collaborateur bénévole. Les directeurs de recherche émérites sont assimilés aux fonctionnaires et agents publics pour l'application des dispositions du code de la propriété intellectuelle ; ils sont notamment soumis aux dispositions des articles L. 113-9 et L. 611-7 du même code pour les logiciels et inventions à la création ou la découverte desquels ils ont contribué dans le cadre de leur éméritat. La durée de l'éméritat et les droits attachés à ce titre sont fixés par décret en Conseil d'Etat ».*

Ce projet de décret précise notamment que la délivrance du titre de directeur de recherche émérite peut être renouvelée deux fois par le directeur de l'établissement.

Références : *le présent décret peut être consulté sur le site Internet Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>).*

Le Premier ministre,

Sur le rapport de la ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation,

Vu le code de la recherche et notamment son article L. 422-2 ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu la loi n° 2020-1674 du 24 décembre 2020 de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2030 et portant diverses dispositions relatives à la recherche et à l'enseignement supérieur et notamment son article 14 ;

Vu le décret n° 83-1260 du 30 décembre 1983 fixant les dispositions statutaires communes aux corps de fonctionnaires des établissements publics scientifiques et technologiques ;

Vu l'avis du comité technique ministériel de l'enseignement supérieur et de la recherche en date du xxxx ;

Le Conseil d'État (section de l'administration) entendu,

Décrète :

Article 1^{er}

Il est ajouté à l'article 57-1 du décret du 30 décembre 1983 susvisé un troisième alinéa ainsi rédigé : « Les directeurs de recherche titulaires d'une des distinctions scientifiques mentionnées dans l'arrêté de 20 janvier 2010 fixant la liste des distinctions scientifiques ouvrant droit à la prime d'encadrement doctoral et de recherche attribuée à certains personnels de l'enseignement supérieur et de la recherche sont, de plein droit, directeurs de recherche émérites dès leur admission à la retraite ».

Article 2

L'article 57-2 du décret du 30 décembre 1983 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

1° Le premier alinéa est complété par la phrase suivante : « Il fait l'objet d'une convention de collaborateur bénévole qui prévoit les modalités de sa résiliation ».

2° Le deuxième alinéa est remplacé par les dispositions suivantes : « Il peut être renouvelé deux fois par le directeur général de l'établissement, selon la procédure mentionnée à l'article 57-1. »

Article 3

Le décret entre en vigueur le lendemain de sa publication.

Article 4

Le ministre de l'économie, des finances et de la relance, la ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, la ministre de la transformation et de la fonction publiques, le ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des

comptes publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'économie, des finances
et de la relance,

Bruno LE MAIRE

La ministre de l'enseignement supérieur,
de la recherche et de l'innovation,

Frédérique VIDAL

La ministre de la transformation et de la fonction publiques,

Amélie de MONTCHALIN

Le ministre délégué auprès du ministre de l'économie,
des finances et de la relance, chargé des comptes publics,

Olivier DUSSOPT